

L'économie et la Rébellion : quelques perspectives de recherche

Allan Greer

La Guerre de 1812 entre histoire, mémoire et perspectives

Volume 25, numéro 2, hiver 2017

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1038802ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1038802ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association québécoise d'histoire politique

VLB éditeur

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Greer, A. (2017). L'économie et la Rébellion : quelques perspectives de recherche. *Bulletin d'histoire politique*, 25 (2), 222–228.

<https://doi.org/10.7202/1038802ar>

L'économie et la Rébellion : quelques perspectives de recherche¹

ALLAN GREER
Université McGill

Avant de commenter les articles du présent dossier sur les patriotes, l'économie et les « troubles » de 1837-38, je voudrais faire une brève rétrospective sur mes propres recherches sur le sujet et sur le contexte historiographique dans lequel je travaillais dans les années 1980.

À l'époque, les ouvrages de Fernand Ouellet restaient incontournables et ses interprétations dominaient toute discussion sur l'histoire du Bas-Canada en général, et sur celle de la Rébellion en particulier². L'histoire économique ainsi que l'impact de l'économie sur l'évolution sociale et politique étaient au centre des préoccupations de F. Ouellet. Écrites avec force, ses publications présentaient un point de vue peu favorable aux insurgés de 1837-1838. Même si, comme moi, on n'accepte pas sa thèse, on doit toutefois reconnaître sa large vision du sujet et son approche multidimensionnelle. On ne saurait nier non plus la profondeur de ses recherches. Les notes en bas de page dans *Le Bas-Canada*, pour ne prendre qu'un exemple, révèlent une remarquable panoplie de sources : des journaux de l'époque, des fonds d'archives personnelles, la correspondance officielle, les archives paroissiales, etc. Quoique je me sois opposé à son interprétation de la Rébellion sur plusieurs points, je voudrais saluer en passant cette œuvre tout à fait impressionnante.

L'aspect économique joue un grand rôle dans les ouvrages de F. Ouellet ; ces derniers regorgent de chiffres sur les prix, les exportations, les propriétés terriennes, etc. Plusieurs historien(ne)s ont soulevé des questions sur son diagnostic économique de la période révolutionnaire (ça allait vraiment si mal ? à qui la faute ?) ; mais pour moi, il faudrait aussi s'inter-

roger sur la relation entre la sphère économique et celle de la politique dans l'argumentation de Ouellet (tout en sachant que la délimitation de ces « sphères » reste un peu artificielle). S'il y avait vraiment « crise agricole », si ça allait vraiment mal pour les habitants dans les années 1830, est-ce que ça explique en soi le bouillonnement politique et les affrontements violents de l'époque? Et même si l'on considère l'économie comme un facteur explicatif de premier ordre, qu'apporte-t-elle comme explication? L'intensification de l'activité politique de 1837? Les bagarres dans les rues de Montréal? Les mouvements de troupes britanniques? Le recours aux armes dans la vallée de Richelieu? D'un côté, le concept de « l'économie » regroupait trop d'éléments divers, d'un autre côté, les concepts de « troubles » ou de « bouillonnement politique » simplifiaient une constellation de gestes, d'attitudes, d'actions et de réactions complexes et confuses. Pour moi, il semblait essentiel d'introduire plus de distinctions, d'analyser plus finement, et l'économie et le « bouillonnement politique » de 1837. Il fallait écouter plus attentivement les sources de l'époque pour retracer la séquence des événements.

Puisque mes recherches antérieures concernaient le monde rural du Bas-Canada, et puisque la forte majorité des participants dans les affrontements violents de la fin de 1837 étaient des habitants, j'ai décidé de regarder de plus près les événements de cette période troublée dans les campagnes. Comme sources, j'ai privilégié les dénonciations et les interrogatoires inscrits dans les documents de répression (les dépositions de témoins et les procès-verbaux des interrogatoires des prisonniers d'État). Ayant noté l'importance de certaines institutions, telles la milice et la paroisse, et des coutumes comme la plantation du mai et le charivari, j'ai pris le parti de faire des enquêtes sur l'arrière-fond de ces aspects de la culture paysanne de la période antérieure pour mieux comprendre le contexte dans lequel l'agitation politique s'est déroulée. Ainsi, j'ai découvert une société rurale qui possédait des ressources culturelles considérables pour soutenir un mouvement de résistance ayant une coloration démocratique. Surtout, j'ai trouvé que la Rébellion se comprend dans la succession des événements: les gestes protestataires, les tentatives de la part de l'État de réprimer l'agitation, les réactions populaires à cette répression, et ainsi de suite. L'économie agraire constitue certes une condition dans laquelle les événements se déroulèrent, mais nul facteur, économique ou autre, ne serait capable d'expliquer globalement cet épisode dans toute sa complexité³.

À la différence d'un match de hockey, une révolution ne peut se réduire à une confrontation entre deux équipes avec un objectif bien défini et constant. La Révolution française ne se résume pas à un affrontement entre deux partis, l'un révolutionnaire, l'autre royaliste; même l'historiographie marxiste a cessé de voir en elle le simple triomphe de la bourgeoisie sur l'aristocratie féodale. Les historien(ne)s des États-Unis, pour leur

part, sont en train de complexifier le sens de leur propre révolution, en tenant compte des nombreux contre-courants et paradoxes qui ont marqué cette lutte⁴. Les révolutions se caractérisent par l'évolution rapide des prises de position, la redéfinition des enjeux, des épisodes de violence qui provoquent des virages soudains; il n'y a pas de règles; les participants sont fréquemment confus et incertains, victimes des rumeurs; l'intervention de puissances étrangères peut vite changer la donne. Ces observations s'appliquent également, j'en suis convaincu, à un épisode révolutionnaire moins dramatique et moins soutenu que les grandes révolutions américaine et française, soit la Rébellion de 1837-1838. C'est pourquoi je constate avec tristesse une tendance, même dans les meilleures études récentes, à la simplification binaire du phénomène révolutionnaire. *Patriotes et loyaux*, par Gilles Laporte, une étude qui est solidement ancrée dans les sources primaires, trace un portrait, comté par comté, des participants aux troubles de 1837-1838⁵. Apport incontestable à nos connaissances, ce livre est pourtant structuré autour d'une simple approche binaire (inscrite dès le titre), comme s'il n'y avait que deux options politiques à l'époque et comme si l'insurrection de 1837 n'était qu'une continuation des conflits entre les partis politiques de la période précédente. Le livre de Michel Ducharme, *Le concept de liberté au Canada à l'époque des révolutions atlantiques, 1776-1838*, se présente comme une étude de l'histoire intellectuelle, centrée sur l'idée de la liberté dans le Bas-Canada et le Haut-Canada. Pour cet auteur, la Rébellion se résume à un conflit entre le républicanisme d'un côté et le « concept moderne de liberté » de l'autre; elle se conclut avec la victoire de cette dernière⁶. Laissons de côté la foule de questions soulevées par le terme « moderne⁷ », et notons encore une fois cette réduction de la réalité historique à une confrontation entre deux forces opposées, des idées politiques en l'occurrence. Impossible dans ce cadre d'analyse de saisir la multitude des prises de position, l'incertitude des acteurs face à des circonstances qui évoluaient rapidement.

Les articles rassemblés dans le présent dossier sur l'économie et la Rébellion ouvrent de nouvelles pistes et contribuent de façon significative à l'avancement des connaissances sur ce sujet. Comment parler de la Rébellion et de l'économie sans soulever la question de la tenure des terres et des droits seigneuriaux? L'article d'Olivier Guimond résume l'historiographie sur la figure de Louis-Joseph Papineau, à la fois patriote-insurgé et seigneur, les tensions politiques inhérentes à cette double identité et les controverses qui tournent autour de son rôle dans un soulèvement à teinte antiféodale. Bien que seul seigneur au Bas-Canada resté patriote jusqu'à l'insurrection de 1837 (d'autres ont abandonné la cause patriote avant la prise des armes et Papineau suivra leur exemple en 1838), il n'est pas unique dans le monde atlantique à l'Ère des révolutions. Pensons à Mirabeau ou à Lafayette en France; sans être seigneurs, nombre des prin-

cipaux meneurs de la Révolution américaine étaient, eux aussi, de grands propriétaires terriens (et esclavagistes!). Dans l'historiographie québécoise et canadienne, on imagine trop souvent que la question de la tenure des terres ne concerne que la seigneurie, sans poser des questions sur les autres tenures, « free and common soccage » entre autres. C'est comme si les tenures anglaises dites « free » étaient réellement incompatibles avec l'esclavage, l'exploitation des paysans et l'appauvrissement agricole, ce qui n'est pas le cas. Quand les bourgeois de Montréal revendiquaient la commutation des seigneuries, quand les porte-parole de ce qu'on appelle le libéralisme parlaient du droit sacré à la propriété, ils se référaient à une forme de propriété qu'ils considéraient comme libre, moderne, normale. C'était un idéal type de propriété privée, dérivé de la tradition légale anglaise, mais qu'ils considéraient parfait et, en principe, universel: non pas une version de propriété parmi d'autres, mais *la* propriété tout court⁸.

Robert Tremblay, pour sa part, nous livre une analyse nuancée des « rapports ambigus qu'entretenaient le monde ouvrier et le mouvement patriote du Bas-Canada ». Le « monde ouvrier » de Québec et de Montréal, soit dit en passant, ne constitue pas une classe dans le sens marxiste du terme: l'auteur explique qu'il était composé d'artisans indépendants, de maîtres d'atelier et d'ouvriers salariés. Et bien entendu, ce monde ouvrier était très hétérogène du point de vue ethnique et linguistique. Dans la période troublée des années 1830, les ouvriers se mobilisèrent à plusieurs reprises, autant pour mener des grèves que pour participer aux campagnes électorales ou pour assister aux assemblées politiques. Tremblay prend soin de souligner la complexité et l'ambiguïté des liens entre ce mouvement ouvrier émergent et les partis politiques de l'époque. Il note d'ailleurs qu'on n'assiste pas à une simple dichotomie anglophone/françophone ni à un affrontement sur la scène politique des salariés contre les maîtres-employeurs. Malgré la complexité des engagements, les ouvriers étaient fortement impliqués dans le bouillonnement politique de l'époque. M'étant penché moi-même sur l'aspect rural de la Rébellion, je suis ravi de voir cette contribution à l'approfondissement de nos connaissances sur l'aspect urbain de la crise. Sans doute, l'absence d'un vrai soulèvement dans les villes se comprend, parmi d'autres facteurs, par la forte présence militaire à Québec et à Montréal.

Dans un texte qui résume et prolonge une partie de sa récente thèse de doctorat, Julien Mauduit tente ici une relecture du discours économique des patriotes bas-canadiens et des radicaux du Haut-Canada. C'est un sujet assez mal servi, jusqu'à présent, par une historiographie trop pressée de classer tout énoncé de la période comme pro ou anticapitaliste, comme si un quelconque « système capitaliste » était au centre des discussions publiques des années 1830. Rompant avec cette approche téléologique et simplificatrice, Mauduit tente de saisir le sens des discours politico-économiques

selon leurs propres termes et dans le contexte de la période. Les partisans républicains avaient tendance à juger le comportement économique selon des critères politiques et moraux. Les questions qu'ils poseront – qu'est-ce qui contribue au bien public, et qu'est-ce qui nuit au bien public ? qu'est-ce qui respecte la liberté et l'égalité entre les hommes et qu'est-ce qui provient de privilèges illégitimes ? – relèvent d'un parti pris démocratique, mêlé à une forte dose de christianisme. Hantés par la menace du *monopole*, les républicains de la période de la Rébellion tendent à s'opposer à la fois aux banques à charte et aux droits seigneuriaux (bien entendu qu'il n'y a pas unanimité sur des points précis!). Ils n'hésitaient pas pour autant à valoriser la libre circulation des marchandises, l'esprit d'entreprise et le « droit sacré à la propriété ». Si ces prises de position nous semblent contradictoires, peut-être les jugeons-nous selon les critères d'une autre époque.

La crise financière qui a frappé l'économie internationale à partir du printemps 1837 a fortement marqué la contestation politique aux Canadas. Cette crise avait des origines aux États-Unis et elle colorait les réactions des contemporains aux soulèvements. Jason Opal, spécialiste reconnu de l'histoire de la jeune république américaine, nous renseigne sur cette crise et sur la crise, moins connue, de 1819 qui l'a précédée. Cet article jette une nouvelle lumière sur les conflits qui ont secoué les États-Unis à l'époque d'Andrew Jackson, débats féroces sur le rôle des banques, la loi sur les dettes personnelles et la propriété, le commerce avec la Grande-Bretagne, etc. Opal nous fait voir que l'attitude du démocrate Jackson envers ses sujets n'était en rien transparente. Ennemi acharné de la Banque des États-Unis, il était par ailleurs assez favorable aux intérêts financiers et aux investisseurs britanniques. Sous sa présidence, la République s'est étroitement liée à la Grande-Bretagne, par le commerce et par la finance. On ne s'étonne donc pas qu'il ne fût pas question que le gouvernement appuyât le mouvement révolutionnaire aux Canadas ; un tel appui eût risqué de déclencher une guerre ruineuse. Malgré le soutien populaire qu'ils sentaient dans les États frontaliers, les patriotes canadiens se trompaient en espérant de l'aide militaire du côté américain. Le texte de Jason Opal nous rappelle que la Rébellion avait un aspect international et qu'il nous faut une histoire connectée, avec un volet américain, pour bien la comprendre.

Je termine ce bref compte rendu avec quelques perspectives de recherche et des suggestions pour mieux connaître la Rébellion et le mouvement patriote :

1. Continuons d'élargir notre conception spatiale du sujet. L'histoire du Bas-Canada ne s'est pas déroulée en vase clos : la contestation, le choc des idées, les courants économiques et migratoires se manifestaient à l'échelle continentale, sinon atlantique. Les débats qui secouaient le Bas-Canada avaient leur équivalent dans les autres colonies britanniques ; ils

n'étaient pas déconnectés des grands courants de pensée de l'Europe ; et n'oublions pas l'Amérique latine, scène de combats sanglants entre libéraux et conservateurs durant cette même époque. Plusieurs ouvrages récents ont déjà fait de grands pas vers une intégration de l'histoire du Bas-Canada dans celle de l'histoire globale (je pense aux études de L.-G. Harvey, M. Ducharme, J. Opal, J. Mauduit, entre autres). Il reste du chemin à faire...

2. Continuons d'intégrer l'historiographie canadienne/québécoise dans les grands courants scientifiques de la discipline de l'histoire. Trop souvent, les discussions entre spécialistes se font à l'intérieur d'un univers intellectuel restreint. Les références à l'historiographie internationale sont plutôt rares et les ouvrages cités ne sont pas toujours les plus récents.

3. Poussons plus loin les recherches sur l'histoire économique, financière et monétaire de la première moitié du dix-neuvième siècle.

4. Méfions-nous des grandes abstractions simplificatrices. Des typologies qui regroupent les idées politiques selon quelques grandes rubriques – « libéralisme », « républicanisme » et le reste des « -ismes » – ont, bien sûr, une certaine utilité heuristique, mais gardons-nous de la réification des idéologies. Les gestes, les paroles et les pensées des acteurs méritent l'attention des historien(ne)s dans toute leur complexité et leur fluidité.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. L'auteur tient à remercier Catherine Desbarats et Julien Mauduit pour leurs critiques tant sur la forme que sur le fond de ce texte.
2. Fernand Ouellet, *Louis-Joseph Papineau, un être divisé*, Ottawa, Société historique du Canada, 1967; *idem*, *Le Bas-Canada, 1791-1840: changements structureux et crise*, Ottawa, Éditions de l'Université d'Ottawa, 1976.
3. Allan Greer, *Habitants et patriotes: la rébellion de 1837 dans les campagnes du Bas-Canada*, Montréal, Boréal, 1997 [1993].
4. Voir, par exemple, Edward Countryman, « Indians, the Colonial Order, and the Social Significance of the American Revolution », *William and Mary Quarterly*, vol. 53, 1996, p. 342-362; Kathleen Duval, *Independence Lost: Lives on the Edge of the American Revolution*, New York, Random House, 2015; Alan Taylor, *American Revolutions: a Continental History, 1750-1804*, New York, W.W. Norton, 2016. Du côté français, deux ouvrages classiques mettent en évidence la multiplicité des acteurs collectifs, des enjeux et des points de vue durant les années révolutionnaires de 1789 et de 1848: Georges Lefebvre, *Quatre-Vingt-Neuf*, Paris, La Maison du livre français, 1939; Georges Duveau, *1848*, Paris, Gallimard, 1965.
5. Gilles Laporte, *Patriotes et loyaux: leadership régional et mobilisation politique en 1837 et 1838*, Québec, Septentrion, 2004.
6. Michel Ducharme, *Le concept de liberté au Canada à l'époque des révolutions atlantiques, 1776-1838*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 2010. Voir aussi, *idem*, « Closing the Last Chapter of the Atlantic Revolution: The 1837-1838 Rebellions in Upper and Lower Canada », dans C. Sloat (dir.), *Liberty ! Ega-*

- lité ! Independencia ! Print Culture, Enlightenment and Revolution in the Americas, 1776-1838: Papers from a Conference at the American Antiquarian Society in June 2006*, Worcester, American Antiquarian Society, 2007, p. 193-210.
7. On ne soupçonnerait pas, en lisant Ducharme, que le concept de la modernité, et la téléologie qui en découle, est depuis des décennies au centre des débats d'historien(ne)s, philosophes, sociologues et littéraires. Voir à propos de cette question: Frederick Cooper, «Modernity», *Colonialism in Question: Theory, Knowledge, History*, Berkeley et Los Angeles, University of California Press, 2005, p. 113-149; «AHR Roundtable: Historians and the Question of "Modernity" », *American Historical Review*, vol. 116, n° 3, juin 2011, p. 631-751.
 8. Voir Timothy Mitchell, *Rule of Experts: Egypt, Techno-Politics, Modernity*, Berkeley, University of California Press, 2002, p. 11-12 et p. 55-63; Allan Greer, *Property and Dispossession in the Colonization of North America*, New York, Cambridge University Press, à paraître, chapitre 11, «Property and Dispossession in an Age of Revolution».